

# Newsflash

Trade Union Alliance to Combat Forced Labour and Trafficking



**Chers/Chères camarades,**

Ce bulletin d'information est publié par l'Alliance syndicale contre le travail forcé et la traite des êtres humains. Il s'adresse à toutes les personnes intéressées par ce combat et vise à informer des activités menées par les syndicats pour lutter contre le travail forcé et la traite des êtres humains dans le monde entier. Dirigée par la Confédération syndicale internationale (CSI), l'Alliance bénéficie du soutien financier du Programme d'action spécial pour combattre le travail forcé de l'Organisation internationale du travail (OIT). Elle a pour objectif de promouvoir « un travail décent pour tous » et s'efforce d'obtenir la coopération des pays et des institutions afin d'éradiquer le travail forcé et la traite des êtres humains, qui en constituent l'antithèse.

Rapports [CSI-OMC](#) sur les principales normes de travail :

[Maldives](#)

[Botswana, Lesotho, Namibie, Afrique du Sud, Swaziland](#)

[Géorgie](#)

[Niger et Sénégal](#)

[Chili](#)

Le syndicat français [CGT](#) a alerté la police sur la situation de plusieurs travailleuses roumaines et polonaises embauchées pour la cueillette d'asperges et de fraises dans la région française d'Alsace. Ces femmes n'étaient payées que 18 euros par mois et logées dans des bâtiments ressemblant à des caves. « On sait qu'une ouvrière, qui a travaillé dix jours, n'a finalement gagné que six euros car lui ont été déduits le transport, le logement et la nourriture » a déclaré le porte-parole de la CGT, André Hemmerlé. La CGT a qualifié leurs conditions de travail d'« inhumaines » et « d'esclavagistes ». (Source : [Euronews](#))

Le [Conseil paneuropéen de la CSI travaille en collaboration étroite avec Anti-Slavery et LaStrada](#) pour [mettre en place une coalition européenne](#) en vue de lutter contre l'exploitation de main d'œuvre dans cette région. Certains fonctionnaires [parlent](#) des agences de recrutement. « Les travailleurs immigrés ont des dettes et doivent rester pour gagner de l'argent et aider les gens à rentrer chez eux. Ils sont disposés à travailler dans des conditions d'esclavage et les agences de recrutement le savent. » Plusieurs mouvements ont exigé que des mesures énergiques soient prises contre ces agences de placement, qui constituent une véritable mafia.

Le [FNV Bondgenoten](#) néerlandais a publié un [article](#) sur des Polonaises employées dans la cueillette de fraises qui se sont mises en grève après avoir écopé, par exemple, de sanctions de 250 € pour utiliser des toilettes ou recevoir des visites pendant le week-end en dehors des « heures de consultation ». Le FNV néerlandais, qui a qualifié leurs conditions de vie et de travail d'« inhumaines », négocie actuellement des arriérés de salaires de 115 000 € et prend en charge le retour des travailleuses chez elles. Voir le [blog](#) sur l'esclavage moderne.



# Newsflash

Trade Union Alliance to Combat Forced Labour and Trafficking



Malgré le risque de torture et d'emprisonnement, des militants syndicaux viennent en aide clandestinement aux travailleurs birmans. Ils informent des milliers de personnes de leurs droits et aident à lutter contre le travail forcé, un fléau encore très largement répandu sous ce régime militaire. Des syndicalistes birmans aident aussi les travailleurs migrants en Thaïlande. La **CSI** a publié un [reportage](#) et un [rapport](#) complémentaire consacré aux impacts spécifiques sur les enfants. La CSI a [accepté l'affiliation](#), lors de la réunion annuelle de son Conseil général à Berlin du 6 au 8 octobre, de la **FTUB** Birmanie, qui est contrainte de travailler en partie à l'extérieur du pays en raison des politiques répressives de la junte militaire, et a publié un [entretien](#) avec Maung Maung, son secrétaire général. « Le problème est que la mentalité du régime n'a pas changé. Ils veulent faire en sorte que chacun pense qu'ils s'efforcent de lutter contre le travail forcé, mais ce n'est pas vrai. » Le [Karen Human Rights Group](#), (KHRG) qui documente la situation des villageois ruraux en Birmanie, a publié un [bulletin d'information](#) sur le recrutement forcé d'enfants soldats dans l'Armée bouddhiste démocratique karen (DKBA). Sur le [site Internet d'AsiaNews](#), un membre du Gouvernement de coalition national de l'union de Birmanie ([NCGUB](#)) constitué par des réfugiés birmans qui ont fui le pays après les élections de 1990, M. Tint Swe, a déclaré que la récente [résolution de l'ONU contre la Birmanie](#) et le rapport de l'OIT accusant la Birmanie d'avoir recours au [travail forcé et aux enfants soldats](#) sont des rituels qui ne produiront pas de changements effectifs dans son pays. ([article intégral](#))

Le site Internet de l'[UITA](#) permet de télécharger un [rapport](#) relatif à la table ronde sur le travail forcé et l'exploitation d'enfants en Asie centrale, qui s'est déroulée à Genève le 11 juin 2009. Le [Centre de Ressources sur les Entreprises et les Droits de l'Homme](#) informe que la cinquième Foire internationale du coton rassemblant 300 entreprises de 33 pays s'est tenue à Tachkent, en Ouzbékistan. « Les participants ne se soucient pas des nombreuses organisations occidentales qui ont lancé un appel au boycott du coton ouzbek parce que les producteurs ont recours au travail forcé d'enfants. Ils ont déclaré que seuls le prix et la qualité du coton leur importent ! »

Le [CGIL](#) italien et la **FLAI (Fédération des travailleurs de l'agriculture et de l'alimentation)** ont lancé une [campagne](#) sur les conditions de travail des ouvriers agricoles dans la région méridionale des Pouilles, sous le titre « *L'or rouge, de la fiction à la réalité* ». Quarante représentants syndicaux ont parcouru la zone rurale de Capitanata (province de Foggia) pour informer de leurs droits plus de 5 000 travailleurs employés dans la récolte de tomates et les interroger sur leurs besoins et leurs revendications. Au lieu du salaire normal de 46 euros pour une journée de 6,5 heures, les ouvriers travaillaient 14 heures par jour pour un salaire de 3 euros par panier de 300 kilos cueillis.

Une campagne mondiale pour mettre au défi les États de mettre fin aux violations des droits des migrants sera lancée à travers le monde le 18 décembre. Cette campagne est organisée par le **Comité directeur de la Campagne mondiale sur la convention sur les droits des migrants**, un forum unique entre agences de l'ONU, organisations internationales et



# Newsflash

Trade Union Alliance to Combat Forced Labour and Trafficking



organisations de la société civile. [Lancement d'une campagne à l'occasion du 20e anniversaire de la Convention sur les Migrants](#)

Pour lutter contre l'exploitation de travailleurs migrants en Argentine, la **Confédération générale des travailleurs d'Argentine (CGT-RA)** revendique la libre circulation de toutes les personnes au même titre que la libre circulation du capital. Dans un [entretien avec la CSI](#), ses représentants expliquent le travail réalisé par le syndicat pour informer les migrants sur leur lieu de travail et revendiquent des politiques générales permettant aux travailleurs de ne pas avoir à quitter leur pays pour survivre. A lire également, la [vision](#) de la section émigration de la **Centrale des travailleurs argentins (CTA)**.

A la 12<sup>ème</sup> session du Conseil des droits de l'homme (CDH), la **Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences**, Mme Gulnara Shahinian, a présenté son premier [rapport](#) thématique consacré à la servitude pour dette.

Dans le cadre de la Loi sur le renforcement de la protection des victimes de traite d'êtres humains, le ministère du Travail des États-Unis a [publié](#) une liste de 122 produits de 58 pays dont les producteurs ont recours au **travail forcé et à la main d'œuvre enfantine**.

L'OSCE a organisé une [conférence de haut niveau](#) à Vienne. L'objectif général de la 9<sup>ème</sup> conférence de l'Alliance contre la traite des personnes est de fournir des exemples de bonnes pratiques en matière de prévention de la traite d'êtres humains, reflétant la volonté des États membres de l'OSCE de trouver des solutions transversales pour traiter les principales causes économiques, sociales et politiques de la prostitution et de l'exploitation de main d'œuvre, ainsi que la demande à l'origine de ces problèmes.

Le [Biélorus](#) a fait campagne pour l'adoption du plan d'action mondial de lutte contre la **traite d'êtres humains** à l'Assemblée générale de l'ONU le 23 septembre.

L'**OIT-IPEC** (Programme international pour l'abolition du travail des enfants), l'**UNICEF** et l'Initiative mondiale de lutte contre la traite des êtres humains de l'ONU (**UN.GIFT**) ont lancé le *Manuel de formation sur la lutte contre la traite des enfants à des fins d'exploitation de leur travail, sexuelle ou autres formes*. Ce [manuel](#) de lutte contre la traite d'êtres humains est le seul à être spécifiquement consacré aux enfants et met l'accent sur les questions liées au travail. Il complète la trousse de ressources sur la traite d'enfants lancée par l'OIT en 2008.

A l'occasion de la semaine d'action mondiale contre le travail précaire, la **FIOM** a publié un nouveau [rapport](#) sur une enquête portant sur les expériences vécues par les migrants employés dans le secteur de la métallurgie. Ce rapport est disponible sur le site Internet de la FIOM en [anglais](#) et en [espagnol](#).

# Newsflash

Trade Union Alliance to Combat Forced Labour and Trafficking



L'[AFL-CIO Solidarity Center](#) a publié plusieurs [articles](#) sur les travailleurs domestiques sur son site Internet. Les travailleurs domestiques se trouvent dans une position particulièrement vulnérable, travaillant souvent au noir et étant parfois confinés chez des particuliers. Une nouvelle convention de l'OIT pourrait contribuer à régulariser leur situation de travail et à assurer leur autonomisation.

Dans un [rapport](#), intitulé *Disposable Labour: Rights of migrants workers in South Korea* (Main d'œuvre jetable : les droits des travailleurs migrants en Corée du Sud) [Amnesty International](#) montre comment les travailleurs migrants en Corée du Sud sont battus, victimes de traite à des fins d'exploitation sexuelle et non payés pendant de longues périodes, malgré l'adoption de règles visant à protéger leurs droits.

La **CSI**, l'OIE et 30 gouvernements du monde entier ont [convenu](#) de lancer un appel urgent aux États membres de l'OIT afin de multiplier les ratifications de la Convention 181 sur les agences d'emploi privées, afin de contribuer à l'impulsion de l'emploi dans le monde en ces temps de crise économique.

[Gros plan](#) de la **CSI** sur Cheung Lai-Ha, vice-président de la **Confédération syndicale de Hong Kong (HKCTU)**: « *Nous recevons aussi de plus en plus de cas de travailleuses domestiques migrantes battues et abusées par leur employeur. L'une des fédérations de la HKCTU est spécialisée dans leur défense, elle accompagne la victime dans les démarches en justice et la soutient matériellement. Sans cette aide, l'employeur ne risquerait rien car sa victime devrait rentrer dans son pays, faute de permis de travail.* »

Dans son discours à l'université d'été sur la solidarité mondiale du **Congrès des syndicats irlandais ICTU**, le ministre d'État irlandais du développement extérieur, Peter Power, s'est engagé à fournir 3 millions d'euros pour lutter contre le travail des enfants, la traite d'êtres humains et la servitude de la dette dans le monde en voie de développement, qui seront canalisés à travers l'OIT. Consulter la [déclaration complète](#)

[Gros plan](#) de la **CSI** sur Marcelina Bautista, secrétaire générale de la **Confédération CONLACTRAHO au Mexique**. « *Quand les femmes [travailleuses domestiques] sont organisées en syndicats ou associations, elles sont conscientes de leurs droits et peuvent essayer de négocier individuellement de meilleures conditions salariales et de travail. Au Mexique, notre association gère un service de placement, les employeurs qui recrutent une travailleuse domestique par notre intermédiaire sont mis au courant de leurs obligations. Les réactions sont parfois négatives. Nous offrons une bonne formation aux travailleuses domestiques avant qu'elles ne se rendent à un premier rendez-vous, nous conseillons ce sur quoi elles doivent essayer de négocier. Nous restons ensuite en contact avec la travailleuse et l'employeur pour voir si tout se passe bien.* »

# Newsflash

Trade Union Alliance to Combat Forced Labour and Trafficking



Le GFBTU au Bahreïn a accueilli une réunion CSI/AP-OIT sur la traite aux fins d'exploitation de main d'œuvre. Cliquer ici pour voir une [présentation](#) power point du Syndicat général des travailleurs du textile et de l'habillement ([JTGCU](#)) de Jordanie sur ses activités de lutte contre la traite de main d'œuvre, ainsi que des reportages de plusieurs médias ([Gulf Daily](#), [Trade Arabia](#), [Gulf in the media](#)).

Le **gouvernement britannique** a admis que la législation actuelle ne protégeait pas les personnes contre les formes d'esclavage modernes. [Anti-Slavery International](#) et Liberty ont mené des activités de pression conjointes avec la Gangmasters Licencing Authority, [Unite the Union](#) et le [TUC \(UK\)](#) en faveur d'une modification de la loi afin de protéger les quelque 1 000 victimes de travail forcé estimées au Royaume-Uni. Le [débat complet](#) à la Chambre des lords peut être consulté ici. Le 5 novembre, la Chambre des lords a accepté un [amendement](#) de la loi Coroners and Justice Bill, en vertu duquel le travail forcé et la servitude seront considérés comme des crimes.

Le [TUC \(UK\)](#) appuie les recommandations émises par le Comité consultatif sur la migration pour empêcher les employeurs d'exploiter les migrants. « Mais le gouvernement doit résister à la tentation de fermer les portes aux travailleurs étrangers, qui peuvent apporter une contribution précieuse aux services publics, à l'économie et à l'ensemble de notre société, et nous devons tous veiller à ne pas soutenir les mythes de l'immigration qui alimentent le racisme et provoquent la division. »

L'[UNODC](#) a publié un article au sujet du [Forum mondial sur la migration et le développement](#), où le Secrétaire général Ban Ki-moon a mis l'accent sur la contribution positive de la migration et souligné les dangers posés par la traite d'êtres humains et la contrebande.

[Gros plan](#) de la [CSI \(FR, SP\)](#) sur Sergejus Glovackas, représentant du Bureau de Vilnius du **Conseil régional paneuropéen (CRPE)** de la CSI. « *Récemment, de nombreux citoyens des États baltes ont émigré. Les syndicats ont perdu beaucoup de membres potentiels.* »

La Représentante spéciale et coordinatrice de l'[OSCE](#) pour la lutte contre la traite des êtres humains, Mme Eva Biaudet, a été nommée en octobre 2006. Ce deuxième [Rapport](#) annuel, intitulé *2007: une plateforme d'action*, concerne le travail réalisé entre janvier et octobre 2007.

[UITA](#) – Journée internationale de mobilisation des travailleurs domestiques

[Ibrahim Awad](#), Directeur du Programme des migrations internationales à l'**OIT**, a publié une nouvelle [étude](#) intitulée « The global economic crisis and migrant workers: Impact and response » (La crise économique mondiale et les travailleurs migrants : impact et mesures). Une autre [publication](#) récente de l'**OIT** donne un aperçu de la dimension sexospécifique des travailleurs domestiques migrants en Europe.

# Newsflash

Trade Union Alliance to Combat Forced Labour and Trafficking



La CNN a diffusé un [reportage](#) sur le travail forcé dans des briqueteries au Pakistan.

Le **MRCI**, en collaboration avec l'**ICTU** et le **Service de lutte contre la traite d'êtres humains** du ministère de la Justice, de l'Égalité et de la Réforme judiciaire, a organisé un [séminaire](#) sur les stratégies de lutte contre le travail forcé.

Le Centre d'éthique et d'enquête sur les valeurs de l'Université de Gant, en Belgique, a organisé la [Labour & Global Justice Conference 2009](#) (conférence sur le travail et la justice mondiale) pour attirer l'attention sur les questions liées au travail qui se posent en tant que problèmes judiciaires explicites dans le contexte de la mondialisation.

La CSI [pleure](#) la mort du dirigeant syndical mondial **Neil Kearney** à Dhaka, au Bangladesh. Né en 1950 à Donegal, en Irlande, Neil Kearney a occupé la fonction de secrétaire général de la Fédération internationale des travailleurs du textile, de l'habillement et du cuir ([ITGLWF](#)) depuis 1988. Durant ses longues années de bons et loyaux services rendus au mouvement syndical, Neil Kearney a obtenu de nombreux résultats notables dans l'amélioration des salaires et des conditions de travail de certains travailleurs les plus exploités dans le monde, dans un secteur où les travailleurs/euses subissent tout le poids des pires excès de la mondialisation. Neil Kearney a notamment joué un rôle crucial dans la constitution de l'Alliance syndicale mondiale contre le travail forcé.

Si vous connaissez d'autres personnes intéressées par cette question, veuillez leur transmettre ce bulletin d'information et invitez-les à s'inscrire en envoyant un message à [lyris@forum.ituc-csi.org](mailto:lyris@forum.ituc-csi.org) et en indiquant « inscription travail forcé » dans le sujet du message, ou en envoyant un courriel à [forcedlabour@ituc-csi.org](mailto:forcedlabour@ituc-csi.org).

Nous vous remercions de nous faire parvenir toute information susceptible d'être publiée dans le prochain numéro.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter [forcedlabour@ituc-csi.org](mailto:forcedlabour@ituc-csi.org)

Site Internet : [www.ituc-csi.org/forcedlabour](http://www.ituc-csi.org/forcedlabour)